



Déclaration de la CGT au CNESER du 15 février 2022

Le CNESER est une instance qui doit être consultée sur les grandes orientations qui concernent l'enseignement supérieur et la recherche. Cela relève de ses missions.

Nous pouvons donc débattre de savoir comment notre Nation va affronter avec la science et avec les chercheurs les défis immenses et inédits qui lui sont posés.

Notre pays n'a jamais eu autant besoin de recherche fondamentale, technologique et partenariale avec les entreprises. Nous avons besoin d'accompagner la société, d'opérer un certain nombre d'améliorations et de conversions productives dans un délai extrêmement court. Cela suppose d'investir beaucoup dans la recherche et les formations supérieures, dans le temps long, mais cela suppose aussi que les grandes orientations stratégiques en matière de recherche et d'industrie bénéficient d'un examen et d'une définition démocratiques.

Il faut arrêter d'affaiblir les organismes de recherche et mettre un terme à cette politique de déconstruction à l'œuvre depuis 20 ans qui met la recherche au service d'intérêts de court terme définis exclusivement par les logiques du marché.

De grandes questions se posent sur le spatial, l'énergie, l'aéronautique, les métaux stratégiques, les océans, la biodiversité et tant d'autres. Et le CNESER a la chance de disposer en son sein d'un collègue EPIC dont l'essentiel de l'activité se situe sur ces grands domaines.

Pourtant le CNESER n'a jamais l'occasion de débattre des Contrats d'objectifs et de Performance des Epic qui définissent les conditions de réalisation de leurs activités et leur capacité à contribuer aux orientations de notre pays. Or l'évolution qui leur est imposée aujourd'hui réduit leurs capacités et les cantonne de plus en plus dans un rôle d'agences de moyens au profit d'activités contractuelles de court terme et de la mainmise des industriels.

La CGT considère que les EPIC doivent constituer un pilier essentiel dans la politique de recherche et industrielle française, ils doivent pouvoir faire progresser le front des connaissances et préparer l'avenir.

Les EPIC doivent être consolidés. Ils ont permis l'émergence d'une industrie de haut niveau dans de nombreux domaines, ils ont accompagné de nombreux laboratoires à la source d'innovations et de progrès très nombreux. Ils ont su garantir notre indépendance et nos productions. Pour la CGT, ils doivent être pilotes de grands programmes dans une interaction publique-privée, recherche et industrie. Leurs chercheurs et leurs ingénieurs guidés par leur curiosité sont en phase avec les grands problèmes actuels de notre société.

Aussi la CGT demande que tous les Contrats d'Objectifs et de Performance soient débattus et soumis pour avis au CNESER avant leur signature. Nous demandons par exemple que soit mis à l'ordre du jour le COP du CNES sur le point d'être parachevé.

C'est ça aussi le dialogue science-société, c'est-à-dire la consultation et la participation de tous les acteurs à la définition des grandes orientations de recherche dans une optique de réponse aux besoins.

Or le gouvernement multiplie les annonces en solo.

Le 10 février, le président de la République a annoncé à Belfort son intention de relancer la construction d'un certain nombre de réacteurs nucléaires dans le cadre du mix électrique du pays.

Or c'était à Belfort sept ans plus tôt que le gouvernement faisait le choix de la vente de la partie énergie d'Alstom à General Electric contre l'avis des salariés : que de temps, de

compétences et d'argent perdus pendant toutes ces années au prix d'une casse sociale (2 plans de licenciements qui ont réduit de 30 % les effectifs), par absence de vision stratégique industrielle de l'État et une capitulation face au marché. Une déclaration ne fait pas une filière, les décennies de détricotage et de démantèlement des grands acteurs publics du nucléaire l'ont fortement fragilisée.

La CGT milite pour une trajectoire énergétique capable de permettre un accès de tous à l'énergie, citoyens et entreprises, d'accompagner le développement économique de notre pays, sa réindustrialisation et de réduire fortement les émissions de gaz à effet de serre. Cela passe par un mix électrique qui à la fois conforte et développe la filière nucléaire et déploie les énergies renouvelables. Cela nécessite une véritable maîtrise publique dans le secteur et une vision de long terme déconnectée des cours de la bourse.

L'essor des ENergies Renouvelables Intermittentes (ENRi) doit se faire dans une logique de service public. Leur développement ne doit pas se faire de façon anarchique, sans concertation avec les populations, comme c'est le cas aujourd'hui. Il faut mettre en place les moyens et les structures pour développer de véritables filières industrielles capables de créer des emplois qualifiés sur le territoire, dans l'éolien et le solaire.

La CGT souligne que la voie empruntée nécessitera un soutien public sur le long terme, exigeant des investissements, des emplois qualifiés et de la formation.

Disposer du maximum d'atouts pour réussir à lutter contre le changement climatique et assurer une transition énergétique capable de répondre aux besoins du pays, dans le cadre d'un développement durable et respectueux de l'environnement, cela nécessite de développer la formation, la recherche et de favoriser l'innovation.

À l'inverse des réformes désastreuses en cours dans l'ESR, c'est d'un plan ambitieux de formation notamment dans les disciplines scientifiques dont on a besoin pour former les générations d'ingénieurs, de techniciens et d'ouvriers de demain pour toutes les filières industrielles.

C'est en rétablissant des moyens à des organismes publics de recherche comme le CEA que nous pourrions envisager un nucléaire sécurisé et avec les meilleures technologies et connaissances, en relançant la recherche sur le projet de surgénérateur ASTRID garantissant la fermeture du cycle du combustible.

Il faut donner aux universités les moyens d'accueillir le flux de tous les étudiants désirant entrer dans un cursus universitaire.

Il faut arrêter d'affaiblir les grands organismes de recherche nationaux comme le CNRS, le CEA, et bien d'autres qui de par leurs compétences pluridisciplinaires sont au cœur même de la transition énergétique. Par exemple, les compétences du CEA vont du fondamental au procédé, dans une gamme qui s'étend du nucléaire (fusion comprise) aux matériaux novateurs pour le bâtiment en passant par le photovoltaïque, la biomasse, l'hydrogène, les piles à combustibles et le stockage de l'énergie...

Ces organismes publics de recherche doivent pouvoir disposer d'un niveau de subvention en phase avec les programmes de recherche qui leur incombent de mener pour relever les défis. Ils doivent pouvoir faire progresser le front des connaissances et préparer l'avenir. Ce qui leur est difficile aujourd'hui. Cette situation est intolérable et détruit des atouts performants dont dispose le pays. L'intervention que nous avons faite sur le CNES au CNESER en décembre le montre clairement dans le secteur du spatial.

La CGT émet le souhait que le CNESER devienne un lieu où le débat sur toutes ces questions puisse se tenir. Cela entre pleinement dans ses missions.